



On the basis of those criteria, the speaker listed:

- The influence of insolvency procedure launched in another EU state (except for Denmark) against a debtor who is not a credit institution, a foreign bank, a foreign insurance company or a foreign reinsurance company.
- The influence of insolvency procedure launched in another EU state against a debtor who is a credit institution, a foreign bank, a foreign insurance company or a foreign reinsurance company.
- The influence of insolvency procedure launched in Denmark against a debtor who is a credit institution, a foreign bank, a foreign insurance company or a foreign reinsurance company.
- The influence of insolvency procedure launched in Denmark against a debtor who is not a credit institution, a foreign bank, a foreign insurance company or a foreign reinsurance company.

Once the above-mentioned situations had been discussed, the speaker concluded: "While determining the influence of insolvency procedure launched in another EU state on the Polish enforcement procedure, one should, in the first place, find conflicting law rules which would enable to determine such law whose application would resolve the question. The basic norm in this respect is Art. 4, section 2, letter f in initio of the Regulation no 1346/2000 in which lex fori concursus has been foreseen as the law regulating the influence of insolvency procedure launched in another EU state on the Polish enforcement procedure. For the sake of assessment of this influence, Polish enforcement bodies must apply the law of the state, where insolvency procedure has been launched. The lex fori concursus principle is not applicable to the insolvency procedure launched in Denmark as well as to the insolvency procedure concerning an entity which is a credit institution, a foreign bank, a foreign insurance

company or a foreign reinsurance company. In those cases the lex fori processus, so the provisions of the Law on Insolvency and Rehabilitation regulating the influence of recognition of the foreign insolvency procedure on the Polish enforcement procedure, should be applied. They are stipulated in Art. 146, section 1 and section 2 in conjunction with Art. 397, section 1, item 1 of the Law on Insolvency and Rehabilitation.

Broad problematic aspects of the Conference laid the ground for a vibrant and interesting discussion, during which some interesting questions emerged. Generally speaking the questions revolved around two crucial issues for Polish judicial officers: granting legal validity and validity as evidence to the statement of facts — as it is the case of the French system, which was presented with full competence by the First Secretary of the UIHJ, Mathieu Chardon, as well as the activity of the judicial officers in the amicable phase, so beneficial for the creditors (who can be paid earlier) and for the debtors (who can avoid high costs of lawsuits), but also for all the participants of the legal turnover (elimination of debt collection agencies operating on the brink of the law), which was presented in a very persuasive way by the President of the UIHJ, Leo Netten. The discussion confirmed the need to organize such meetings, during which experiences, interesting remarks, but also inspiring disputes are exchanged. Let us hope that the cycle of Conferences launched in the city of Łódź will continue, which will certainly contribute to the popularisation of the question of court enforcement in our country.

D^r Tomasz Banach

Judicial Officer of the District Court in Zgierz

15^e anniversaire de la profession d'huissier de justice libéral en Pologne

Le président de l'UIHJ, Leo Netten, a participé du 29 au 31 mai 2012 à la célébration du 15^e anniversaire de la profession d'huissier de justice libéral en Pologne, à Karpacz, en présence de Rafal Fronczek, président de la Chambre nationale des huissiers de justice de Pologne, et de plus de 1 200 huissiers de justice venus de tout le pays.

Le résultat d'un long chemin parcouru

C'est dans la belle ville de Karpacz (Pologne), près de la frontière tchèque, au pied des monts des Géants, qu'a eu lieu du 29 au 31 mai 2012 la célébration du 15^e anniversaire de la loi polonaise portant statut des huissiers de justice, accompagné d'un séminaire de formation. Plus de mille deux cents confrères étaient inscrits à cet événement.

Lors de la cérémonie d'ouverture, de nombreuses personnalités se sont succédé à la tribune.

En tout premier lieu, le président de la Chambre nationale polonaise, Rafal Fronczek, après avoir souhaité la bienvenue à l'ensemble des délégations présentes, a rappelé les nombreux problèmes et

écueils auxquels les confrères polonais ont dû faire face. Il a souligné la détermination sans faille qui leur a permis d'en venir à bout et de trouver les solutions. « Notre statut actuel est le résultat d'un long chemin parcouru » a-t-il déclaré.

L'UIHJ a été remercié pour ses actions. Effectivement, comme l'a rappelé plus tard le président Netten, l'UIHJ a toujours été aux côtés de la Pologne. Elle a permis que nos confrères polonais accèdent au statut d'huissier de justice indépendant. Elle a apporté un soutien sans faille à la Chambre nationale polonaise chaque fois que cela a été nécessaire.

Le président Fronczek a poursuivi en indiquant que le niveau d'accès à la profession avait été élevé

pour atteindre aujourd'hui celui des avocats et des notaires et qu'il s'agit aujourd'hui d'obtenir des passerelles entre ces professions.

Les huissiers de justice polonais mettent aujourd'hui l'accent sur les nouvelles technologies, ce qui n'est pas un choix mais une nécessité, comme il l'a souligné.

Tomasz Banach, huissier de justice polonais, a pris ensuite place à la tribune pour retracer l'histoire de la création de la Chambre nationale des huissiers de justice polonais associée à celle de la société Currenda, dont le Conseil national des huissiers de justice de Pologne (CNHJP) est le gérant, et qui est chargée de l'édition de revues et magazines professionnels ainsi que des logiciels, dont certains à l'usage de la profession.

Vint ensuite le tour d'Iwona Karpiuk Suchecka, ancienne présidente de la Chambre nationale polonaise, qui s'est plu à rappeler que les huissiers de justice polonais se sont battus sur tous les fronts et ont progressé pas à pas.

Grzegorz Sikorski s'est ensuite lancé dans une comparaison entre les différentes professions judiciaires, soulignant leur besoin et degré d'indépendance, leurs limites.



Le président de l'UIHJ, Leo Netten, a ensuite pris la parole pour rappeler que le 21^e congrès international venait de se tenir à Cape Town (Afrique du Sud) début mai 2012. 450 participants venus de cinquante pays avaient fait le déplacement pour y découvrir l'huissier de justice du 21^e siècle. Les plus grandes organisations et les institutions européennes étaient représentées et ont participé aux travaux. Les premiers travaux sur le Code mondial de l'exécution que l'UIHJ a initié y ont été présentés.

L'UIHJ est ambitieuse, a déclaré le président Netten. « Elle est ambitieuse pour la profession d'huissier de justice, cette noble profession que la Cour européenne des droits de l'homme a élevé au rang d'élément essentiel de l'État de droit ».

Il a conclu ses propos en brossant le portrait de l'huissier de justice du 21^e siècle, tel que les travaux du dernier congrès l'ont dessiné. Le discours du président Netten est reproduit ci-après.

Enfin, Françoise Andrieux, secrétaire général de l'UIHJ, développa les bienfaits et nécessité de la formation. Elle prôna une mise en place d'une véritable culture professionnelle autour d'une formation harmonisée.

Les deux journées suivantes furent consacrées au séminaire de formation sur la communication et le management dans le cadre de la formation continue des huissiers de justice polonais.

Perspectives et développement de la profession d'huissier de justice dans le monde

Par Leo Netten

Président de l'UIHJ

Chères consœurs, chers confrères, mesdames et messieurs,

L'Union internationale des huissiers de justice vient de tenir son 21^e congrès international à Cape Town début mai 2012. 450 participants venus de cinquante pays avaient fait le déplacement pour y découvrir l'huissier de justice du 21^e siècle. Les plus grandes organisations et les institutions européennes étaient représentées et ont participé aux travaux. Nous avons également présenté les premiers travaux sur le Code mondial de l'exécution que l'UIHJ a initié. Il s'agissait sans doute de notre congrès le plus ambitieux à ce jour. Car l'Union internationale a toujours été ambitieuse. Elle est ambitieuse pour la profession d'huissier de justice,



Leo Netten, président de l'UIHJ — Leo Netten, President of the UIHJ

cette noble profession que la Cour européenne des droits de l'homme a élevé au rang d'« élément essentiel de l'État de droit ». Mais l'Union internationale semble aussi dotée de pouvoirs visionnaires que le temps et l'histoire ont toujours confortés. Jugez-en plutôt.

Il y a quinze ans, la profession d'huissier de justice en Pologne venait d'achever sa réforme la plus importante. Cette réforme avait été menée avec l'appui et le soutien de l'Union internationale. Le moins que l'on puisse dire, c'est qu'avant la chute du mur de Berlin et l'effondrement du bloc soviétique, la profession d'huissier de justice en Europe centrale et de l'Est était réduite à sa plus simple expression. Les pays qui souhaitaient rejoindre l'Union européenne partageaient une même volonté : développer une économie de marché et le progrès social. Cette perspective a conduit notre organisation, menée par les présidents Baudouin Gielen puis Jacques Isnard, à se rendre dès 1992 en Hongrie et en Pologne, puis dans l'ensemble des pays de la zone pour rencontrer les autorités et nos homologues.

L'objectif était de faire partager notre expérience et notre vision de l'exécution des décisions de justice et de la profession d'huissier de justice en Europe. Le développement économique et la croissance reposent sur l'investissement, la confiance et le crédit. Une justice rapide, efficace et sécurisée est essentielle. Sans cela, pas de croissance possible. Il était donc indispensable de transformer la profession d'huissier de justice pour lui donner le statut que vous connaissez aujourd'hui. Il y a quinze années, vous quittiez le carcan du statut de fonctionnaire qui vous empêchait de vous développer et de prendre toute votre place au service de la justice et des citoyens.

Je voudrais ici saluer notre confrère Dariusz Potkanski, le premier président de votre chambre nationale, un grand homme. C'est lui qui, le pre-

mier, a compris l'importance des enjeux. Dariusz Potkanski a apporté tout son soutien à l'Union internationale dans le vaste projet de réformes de la profession dont vous tous, mes confrères polonais, bénéficiez aujourd'hui.

Les résultats ont été éclatants. En l'espace de quelques années, en Pologne, l'efficacité de votre profession a été multipliée par dix ! Je dis bien multipliée par dix. Vous avez créé votre chambre nationale. Vous avez créé votre maison d'édition, Currenda, qui imprime le magazine de l'Union internationale. Vous avez également votre magazine, Currenda. Je puis vous assurer que, sans la barrière de la langue, j'en serais un lecteur assidu. Votre profession a créé un système informatique pour les huissiers de justice de Pologne. Cela est unique. En cela, vous êtes enviés par tous les huissiers de justice du monde. Vous avez été le premier pays à rendre la formation professionnelle continue obligatoire. Et c'est toujours avec le même plaisir que nous venons y participer et manifester notre soutien à vos actions.

Cette vision et cette ambition que les huissiers de justice portent en eux est relayée par l'Union internationale. D'autres pays en ont profité en Europe. En fait, tous les pays qui ont rejoint l'Union européenne depuis 2004, à l'exception de Chypre et Malte, avaient au préalable fait les mêmes réformes de la profession d'huissier de justice. Si bien qu'aujourd'hui, 19 des 27 États membres de l'Union européenne connaissent un huissier de justice libéral basé sur le modèle français et celui du Benelux. D'autres pays européens ont déjà franchi le pas et mis en place un modèle d'huissier de justice libéral avec l'aide de l'Union internationale et de ses experts. Je pense à l'Albanie, à l'Ancienne République yougoslave de Macédoine, ou tout récemment à la Serbie. D'autres pays suivent et se sont engagés dans la voie des réformes.



A chaque fois, l'Union internationale est présente et accompagne les réformes. Mais l'Union internationale entretient des liens très forts et quotidiens avec les institutions et les organisations internationales, notamment au plan européen.

En 2003, l'union internationale avait participé à l'élaboration de la Recommandation du 9 septembre 2003 du Conseil de l'Europe sur l'exécution des décisions de justice, dite recommandation 17.

En 2009, l'Union internationale a fait partie d'un groupe de travail de la Commission européenne sur l'efficacité de la justice du Conseil de l'Europe, la CEPEJ. Le groupe de travail avait pour mission d'élaborer des lignes directrices pour une meilleure application de la recommandation 17. Les lignes directrices de la CEPEJ ont été adoptées à l'unanimité le 17 décembre 2009 par les ministres de la justice des 47 États membres du Conseil de l'Europe, et donc par la Pologne. Dans les lignes directrices de la CEPEJ sur l'exécution et sur la profession d'huissier de justice, on retrouve l'ensemble des idées dont l'Union internationale des huissiers de justice assure la promotion depuis des années. Elles incluent en particulier l'intégralité du plan de pluridisciplinarité de la profession présenté en 2006 lors du congrès international des huissiers de justice à Washington.

Les lignes directrices de la CEPEJ constituent à n'en pas douter LA feuille de route pour la profession d'huissier de justice en Europe. Mais cette feuille de route intéresse également les autres continents.

Les lignes directrices de la CEPEJ ont été adoptées par le Conseil de l'Europe. Elles s'assoient donc sur le socle de la Convention européenne des droits de l'homme. Elles constituent un modèle pour le monde. Avant de vous présenter quelques aspects de ce texte fondamental pour la profession, voyons brièvement la situation dans les autres parties du monde.

En Afrique tout d'abord. L'Afrique a accueilli deux congrès internationaux : Tunis en 2003 et Cape Town en 2012. 26 États africains sont membres de notre organisation. Ils sont répartis dans toutes les parties de l'Afrique.

Le 17 octobre 1993, seize États d'Afrique de l'Ouest et du Centre ont signé le traité de l'Ohada. Ce traité est destiné à assurer l'harmonisation du droit des affaires en Afrique, pour créer un nouveau pôle de développement au niveau continental, une véritable communauté économique africaine.

Des textes, appelés actes uniformes, ont été élaborés. Ils sont directement applicables dans les pays membres. L'un de ces actes uniformes concerne les



Iwona Karpiuk Suhecka, ancienne présidente de la Chambre nationale des huissiers de justice de Pologne, Tomasz Banach

Iwona Karpiuk Suhecka, Past President of the National Chamber of Judicial Officers of Poland, Tomasz Banach

procédures civiles d'exécution. Le traité de l'Ohada a donné l'occasion à l'Union internationale à partir de 1997 de rassembler les confrères de nombreux pays. Les pays du Maghreb ne sont pas en reste, de même que les pays de l'Afrique australe.

Sur le continent américain, nos liens sont historiques avec le Québec, avec nos amis Process Servers des États Unis et plus récemment avec les Sheriffs. Nous développons des relations depuis une vingtaine d'années avec le Brésil, l'Argentine et le Chili. Tout récemment, nous avons mis en place un programme pour se rapprocher des pays de la zone caraïbe. En Asie, nos relations concernent principalement la Thaïlande, le Kazakhstan et le Vietnam. Nous comptons renforcer et développer notre coopération dans un proche avenir avec des actions spécifiques.

Notre Union et notre approche sont mondiales. Mais nous savons que la grande Europe, celle des 47 États membres du Conseil de l'Europe, est au cœur des enjeux. Elle constitue un véritable laboratoire juridique qui est une source d'inspiration pour les autres continents.

Ce sont ces idées que nous avons développées lors de notre congrès de Cape Town. Qui sera donc cet huissier de justice du 21^e siècle ? Quelles sont les perspectives de développement de la profession dans le monde ? Et enfin, comment parvenir à ce développement ? Les Lignes directrices de la CEPEJ nous fournissent des réponses claires.

En premier lieu, l'huissier de justice du 21^e siècle sera un professionnel qui possèdera un niveau d'exigence et de formation à la hauteur de la complexité de sa mission. Il sera soumis à un système de formation professionnelle continue obligatoire, et de haute qualité. Cette formation inclura les sujets suivants :

- les principes et les objectifs de l'exécution ;
- le comportement professionnel et la déontologie de l'agent d'exécution ;
- les phases du processus d'exécution ;
- l'indication, la structure et le déroulement des mesures d'exécution ;
- le cadre juridique de l'exécution ;
- la part appropriée accordée aux jeux de rôle et aux exercices pratiques ;
- l'évaluation des connaissances des personnes formées ;
- l'exécution internationale des décisions de justice et d'autres titres exécutoires.

La profession d'huissier de justice sera organisée sous forme d'instance professionnelle représentant l'ensemble de la profession. L'adhésion des huissiers de justice à ces instances professionnelles sera obligatoire.

S'agissant du statut, il sera clairement défini par les États. Il aura pour objectif d'offrir aux citoyens et aux acteurs économiques un professionnel de proximité indépendant, qualifié, responsable, disponible, motivé et efficace.

Les huissiers de justice auront la responsabilité de la conduite des opérations d'exécution. Ils seront seuls compétents pour :

- exécuter les décisions de justice et autres titres ou actes en forme exécutoire ;
- réaliser l'ensemble des procédures d'exécution prévues par la loi de l'État dans lequel ils exercent.

Les huissiers de justice pourront également exercer des activités accessoires compatibles avec leur fonction, de nature à garantir et faire reconnaître les droits des justiciables et ayant pour objet l'accélération du processus judiciaire ou le désengorgement des tribunaux, tels :



- recouvrement de créances ;
- ventes aux enchères mobilières et immobilières publiques ou volontaires ;
- séquestres ;
- constats ;
- service des audiences près les juridictions ;
- conseils juridiques ;
- procédures de faillites ;
- missions confiées par le juge ;
- représentation des parties devant les juridictions ;
- rédaction des actes sous-seings privés ;
- enseignement.

Les huissiers de justice déposeront les fonds perçus pour le compte des clients sur un compte spécifique affecté et insaisissable. Ils seront tenus de souscrire à une assurance garantissant leur responsabilité civile. Ils pourront bénéficier d'une couverture sociale. Ils seront soumis à des règles de déontologie et de conduite clairement établies, regroupées dans des codes de déontologie. Ces codes de déontologie comprendront des normes de qualité regroupant par exemple :

- l'information des usagers par l'agent d'exécution à propos de la procédure d'exécution (motifs de l'action, transparence et lisibilité des coûts, etc.)
- les modalités selon lesquelles l'information des justiciables doit être établie (rôle social de l'agent d'exécution, devoir de conseil, etc.)
- la déontologie de la profession (comportement, secret professionnel, éthique dans le choix des actions, etc.)
- la fluidité de l'exécution (prévisibilité et proportionnalité des coûts et des délais d'exécution, coopération entre les services d'exécution, etc.)
- la flexibilité des procédures (autonomie de l'agent d'exécution, etc.).

L'huissier de justice sera soumis à un contrôle de ses activités. Il s'exposera à des sanctions disciplinaires, civiles et pénales, en cas de non-respect de ses obligations légales, réglementaires ou déontologiques, même en dehors du champ de ses activités professionnelles.

Il sera assujéti à un tarif. Il s'exposera à des sanctions en cas de non-respect.

Pour mener à bien ses missions, l'huissier de justice disposera d'un accès rapide, direct et sécurisé aux informations patrimoniales du défendeur. Les États mettront en place une base de données unique sur les biens des débiteurs pouvant être saisis. Tous les organes de l'État qui administrent des bases de données communiqueront sans délai ces informations à l'huissier de justice.

En résumé, l'huissier de justice du 21^e siècle sera un professionnel exerçant de façon indépendante. Il aura un haut niveau de formation juridique. Il sera soumis à une formation continue obligatoire. Il sera soumis à un contrôle et à des règles tarifaires et de déontologie. Il réalisera l'ensemble des mesures d'exécution. Il aura un accès direct et sécurisé sur les informations des débiteurs. Enfin, il exercera des fonctions complémentaires compatibles avec son statut et de nature à garantir et faire reconnaître les droits des justiciables et ayant pour objet l'accélération du processus judiciaire ou le désengorgement des tribunaux.

Voici en quelques mots, quelles sont les perspectives de développement de la profession d'huissier de justice dans le monde. Une profession de haut niveau, responsable, harmonisée et pluridisciplinaire.

Ces objectifs sont particulièrement ambitieux. Ils sont pourtant clairement énoncés dans les lignes directrices de la CEPEJ. Comment les atteindre ?

Il vous appartient au niveau national, avec votre chambre nationale, de revendiquer les compétences qui vous sont reconnues par le Conseil de l'Europe. Rappelez-vous que vos autorités ont voté en faveur de ces compétences. De notre côté, avec le nouveau bureau de l'UJH, nous allons mettre en place le programme développé par notre Conseil des présidents européens réuni à Bruxelles en mars 2012. Notre objectif est de faire en sorte que les lignes directrices de la CEPEJ deviennent une réalité dans tous les pays. Pour cela, nous allons travailler avec tous les représentants de notre organisation par grands thèmes, pour harmoniser les procédures et nos attributions. Plusieurs thèmes sont retenus :

- la saisie et la vente des immeubles ;
- la signification des actes
- la transparence patrimoniale
- le constat
- la formation

D'autres seront proposés. Nous allons associer à nos travaux les professeurs de notre conseil scientifique. Nous associerons également à nos travaux les institutions et les organisations européennes et internationales. Nous travaillerons en comité par le biais de conférences régionales. Les meilleures pratiques seront identifiées. Nous développerons des modèles à partir de ces meilleures pratiques. Ce sont ces modèles qui serviront de base à l'harmonisation de la profession.

En d'autres termes, c'est à nous, huissiers de justice, de prendre notre destin en mains, afin non seulement de le maîtriser, mais aussi de le façonner à notre image : un huissier de justice du 21^e siècle au service de la justice, au service des opérateurs économiques et au service des citoyens.

C'est dans cette perspective ambitieuse mais très concrète et très stimulante que vous fêtez votre quinzième anniversaire.

Je vous souhaite donc un très heureux anniversaire. Un grand futur s'offre à nous avec de multiples perspectives de développement.

Depuis le début, l'Union est à vos côtés.

Nous étions là hier.

Nous sommes là aujourd'hui.

Nous serons là demain.

Vous pouvez compter sur nous.

Vive la profession d'huissier de justice en Pologne.

Vive la profession d'huissier de justice.

Vive l'Union internationale des huissiers de justice.



Marek Zembaty



15th Anniversary of the Profession of Liberal Judicial Officer in Poland

The President of the UIHJ, Leo Netten, Participated From 29 to 31 May 2012 to Celebrate the 15th Anniversary of the Profession of Liberal Judicial Officer in Karpacz, Poland, in the Presence of Rafal Fronczek, President of the National Chamber of Judicial officers of Poland, and Over 1,200 Judicial Officers From Across the Country.

The Result of a Long Journey

The celebration of the 15th anniversary of the Polish law on the status of independent judicial officer took place in the beautiful town of Karpacz (Poland), near the Czech border, at the foot of the Giants Mountains, from 29 to 31 May 2012, along with a training seminar. More than 1200 colleagues were enrolled in this event.

Many personalities took the floor during the opening ceremony.

First and foremost, the president of the Polish National Chamber, Rafal Fronczek, having welcomed all the delegations present, recalled the many problems and pitfalls that the Polish colleagues have faced. He emphasized the unwavering determination that enabled them to overcome and find solutions. "Our current status is the result of a long journey," he said. The UIHJ was thanked for its actions. Indeed, as recalled later by President Netten, the UIHJ has always stood for Poland. It helped our Polish colleagues to reach the status of judicial independence. It showed full support to the Polish National Chamber whenever necessary.

President Fronczek went on to say that the level of access to the profession had been raised to that of lawyers and notaries. The question now is to enable bridges between these professions.

The Polish judicial officers are now focusing on new technologies. This is not a choice but a necessity, as he said.

Tomasz Banach, Polish judicial officer, then took up to the floor to tell the story of the creation of the National Chamber of Judicial Officers associated with that of "Currenda" a Polish Ltd Cie run by the National Council of Judicial officers of Poland (NCJOP) and which is responsible for the publication of journals and professional magazines as well as software, including some for the use of the profession.

He was followed by Iwona Karpiuk Suchecka, former President of the Polish National Chamber Polish who was pleased to remember that the Polish judicial officers fought on all fronts and progressed step by step.

Grzegorz Sikorski then launched into a comparison between the different legal professions, emphasizing their need and level of independence, their limits.

The president of the UIHJ, Leo Netten, then took the floor to remind that the 21st international congress had been held in Cape Town (South Africa) early May 2012. 450 participants from fifty countries had made the trip to discover the judicial officer of the 21st century. The main organizations and European institutions were represented and participated. Early work on the Global Code of execution that UIHJ initiated was presented.

The UIHJ is ambitious, said president Netten. "It is ambitious for the profession of judicial officer, this noble profession that the European Court of Human Rights has elevated to an essential element of the rule of law".

He concluded by portraying the judicial officer of the 21st century, as drawn by the work of the last Congress. President Netten's speech is reproduced below.

Finally, Françoise Andrieux, general secretary of the UIHJ, developed the benefits and need for training. She advocated an implementation of a true professional culture around a harmonized training.

The two following days were devoted to the training seminar on communication and management as part of the continuing education of the Polish judicial officers.

Prospects and Development of the Profession of Judicial Officer in the World

By Leo Netten

President of the UIHJ

Dear colleagues, ladies and gentlemen, The International Union of Judicial Officers recently held its 21st international congress in Cape Town early May 2012. 450 participants from fifty countries had made the trip to discover the judicial officer of the 21st century. The main European organizations and institutions were represented and participated. We also presented the initial work on the Global Code of Enforcement that the UIHJ initiated. This was probably our most ambitious conference to date. For the International Union has always been ambitious. It is ambitious for the profession of judicial officer, this noble profession that the European Court of Human Rights has elevated to an "essential element of the Rule of law." But the International Union also seems endowed with visionary powers which time and history have always comforted. You will judge for yourself.

Fifteen years ago, the profession of judicial officer in Poland had just completed its most fundamental reform. This reform was carried out with the support and the help of the International Union. The least we can say is that before the fall of the Berlin Wall and the collapse of the Soviet bloc, the profession of judicial officer in Central and Eastern Europe was reduced to its simplest expression. Countries wishing to join the European Union shared the same desire: to develop a market economy and social progress. This perspective has led our organization, led by Presidents Baudouin Gielen and then by Jacques Isnard to visit Hungary and Poland from



Rafal Fronczek, président de la Chambre nationale des huissiers de justice de Pologne
Rafal Fronczek, President of the National Chamber of Judicial Officers of Poland



1992 onward, and then all countries of the region to meet the authorities and our colleagues. The objective was to share our experience and vision of the enforcement of court decisions and of the profession of judicial officer in Europe. Economic development and growth are based on investment, trust and credit. Speedy, efficient and secure justice is essential. Otherwise, no growth is possible. It was therefore necessary to transform the profession of judicial officer to give it the status that you know today. Fifteen years ago, you left the restraints of the civil servant status that prevented you to develop and play a leading role at the service of justice and citizens.

I would like to salute our colleague Dariusz Potkanski, the first president of your national chamber, a great man. He was the first to understand the stakes. Dariusz Potkanski gave full support to the International Union for the great plan of reform of the profession that all of you, my dear Polish colleagues, can enjoy today. The results were dazzling. Within a few years in Poland, the effectiveness of your profession has increased tenfold! I mean tenfold. You have created your national chamber. You created your publishing company, Currenda, which prints the magazine of the International Union. You also have your magazine, Currenda. I can assure you that without the language barrier, I'd be an avid Currenda reader. Your profession has created a computer system for the judicial officers of Poland. This is unique. In this, you are envied by all judicial officers of the world. You were the first country to make continuing professional training compulsory. And it's always a great pleasure to participate in your seminars and to show our support for your actions.

This vision and ambition that the judicial officers carry are conveyed by the International Union. Other countries have benefited from that in Europe. In fact, all countries that joined the EU since 2004, except Cyprus and Malta, had previously made similar reforms of the profession of judicial officer. So today, 19 of the 27 Member States of the European Union have a liberal judicial officer based on the French and the Benelux model. Other European countries have already taken the plunge and set up a model of liberal judicial officer with the help of the International Union and its experts. I think of Albania, the Former Yugoslav Republic of Macedonia or more recently Serbia. Other countries are following and are committed to the path of reform.



Grzegorz Sikorski

Each time, the International Union is present and accompanies the reforms. But the International Union maintains strong ties and daily contact with institutions and international organizations, especially at European level.

In 2003, the International Union participated in the development of the Recommendation of 9 September 2003 of the Council of Europe on enforcement of judgments, called Recommendation 17.

In 2009, the International Union was part of a working group of the European Commission on the Efficiency of Justice of the Council of Europe, the CEPEJ. The working group's mission was to develop guidelines for better implementation of Recommendation 17. The guidelines of the CEPEJ were unanimously adopted on 17 December 2009 by the Ministers of Justice of the 47 member states of the Council of Europe, and therefore by Poland. All the ideas promoted by the UIH for many years are found in the CEPEJ guidelines on execution and on the profession of judicial officer. They include in particular the full program of a multi-field profession presented at the 2006 International Congress of judicial officers in Washington.

The CEPEJ guidelines constitute undoubtedly THE roadmap for the profession of judicial officer in Europe. But this roadmap also concerns other continents.

The CEPEJ guidelines were adopted by the Council of Europe. So they comply with the European Convention on Human Rights. They are a model for the world.

Before presenting some aspects of this fundamental document for the profession, let us briefly consider the situation in other parts of the world.

Africa first. Africa has hosted two international conferences: Tunis in 2003 and Cape Town in 2012. 26 African states are members of our organization. They are found in all parts of Africa.

On 17 October 1993, sixteen states of Western and Central Africa signed the Treaty of OHADA. The treaty is intended to ensure the harmonization of business law in Africa, to create a new development centre at continental level, a true African economic community.

Regulations, called uniform acts, have been developed. They are directly applicable in member countries. One of these uniform acts concerns civil enforcement procedures. The OHADA Treaty gave an opportunity for the International Union from 1997 to bring together colleagues from many countries. The Maghreb countries are not left out, as well as the countries of Southern Africa.

In America, we have historical ties with our colleagues from Quebec as well as with our Process Servers friends in the United States and more recently with the Sheriffs. We develop relationships over the past twenty years with Brazil, Argentina and Chile. Most recently, we have implemented a program to move closer to countries in the Caribbean area. In Asia, our relations are mainly with Thailand, Kazakhstan and Vietnam. We intend to strengthen and develop our cooperation in the near future with specific actions.

Our Union and our approach are global. But we know that the large Europe, the one of the 47 member states of the Council of Europe, is at the heart of the issues. It is a laboratory which is a legal source of inspiration for other continents.

It is these ideas that we developed at our congress in Cape Town. Who will this judicial officer of the 21st century be? What are the prospects of development of the profession in the world? And finally how can we achieve this development? The CEPEJ Guidelines provide clear answers.

First, the judicial officer of the 21st century will be a professional who is of a standard and training commensurate with the complexity of his tasks. It will be required to follow compulsory continuing high quality training. This training will include the following subjects:

- the principles and objectives of enforcement;
- professional conduct and ethics;
- stages in the enforcement process;



- the appropriateness, organization and implementation of enforcement measures;
- the legal framework;
- role-playing and practical exercises as appropriate;
- assessment of trainees' knowledge;
- international enforcement of judicial decisions and other enforceable titles.

The profession of judicial officer will include a professional body representing the entire profession. The membership of judicial officers to these professional bodies will be compulsory.

Regarding the status, it will be clearly defined by the states. It will aim to provide potential parties to enforcement procedures a professional who is impartial, qualified, accountable, available, motivated and efficient.

The judicial officers will be responsible for the conduct of enforcement. They will have sole competent for:

- enforcement of judicial decisions and other enforceable titles or documents, and
- implementation of all the enforcement procedures provided for by the law of the state in which they operate.

The judicial officers will also carry out secondary activities compatible with their role, tending to safeguard and secure recognition of parties' rights and aimed at expediting the judicial process or reducing the workload of courts, including:

- debt recovery;
- voluntary sale of moveable or immovable property at public auction;
- seizure of goods;
- recording and reporting of evidence;
- serving as court ushers;
- provision of legal advice;
- bankruptcy procedures;
- performing tasks assigned to them by the courts;
- representing parties in the courts;
- drawing up private deeds and documents;
- teaching.

Judicial officers will deposit the funds collected on behalf of clients on a specific non-attachable account. They will be required to take out professional and civil liability insurance. They will be eligible for social insurance cover.

They will be subject to clearly stated rules of ethic, grouped in codes of ethics. These codes of ethics will inter alia contain professional standards regarding:

- information to be given to parties by enforcement agents concerning the enforcement procedure (grounds of action, transparency and clarity of costs, etc.)
- the rules governing the formulation of notices to parties (enforcement agents' social role, duty of advice, etc.)
- professional ethics (behavior, professional secrecy, ethical criteria governing the choice of actions, etc.)
- smooth enforcement (predictability and proportionality of costs and lead-times, co-operation between enforcement services, etc.)
- procedural flexibility (autonomy of enforcement agents, etc.)

The judicial officer will be subject to a control of his activities. He will be exposed to disciplinary, civil and criminal sanctions, for failure to comply with his legal, regulatory or ethical obligations, even outside the scope of his professional activities.

It will be subject to a tariff. He will be exposed to sanctions for noncompliance.

To carry out his missions, the judicial officer will have a fast, direct and secure access to information on the defendant's assets. States will establish a unique database on the debtor's property. All state bodies which administer databases with information for efficient enforcement will provide the information to the judicial officer.

In short, the judicial officer of the 21st century is an independent professional. He has a high level of legal training. He is subject to a compulsory permanent training. He is controlled and is submitted to a tariff and ethical rules. He carries out all enforcement measures. He has direct and secure access to information on debtors. Finally, he carries out additional functions compatible with his role and tending to safeguard and secure recognition of parties' rights and aimed at expediting the judicial process or reducing the workload of the courts.

Here are, in brief, the prospects for development of the profession of judicial officer in the world: a high-level, responsible, harmonized and multi-field professional.

These objectives are particularly ambitious. Yet they are clearly stated in the CEPEJ guidelines. How can these objectives be reached?

It is your responsibility at national level, with your national chamber, to claim the skills that were recognized by the Council of Europe. Remember that your authorities have voted for these skills. On our side, with the new board of the UIH, we will

implement the program developed by our European Council of Presidents which met in Brussels in March 2012. Our goal is to ensure that the CEPEJ guidelines become a reality in all countries. For this, we will work with all representatives of our organization within working groups, to harmonize procedures and our competences. Several topics were identified:

- Seizure and sale of immovable;
- Service of documents
- Transparency of assets
- Statements of facts
- Training

Others topics will be approached. We will partner with the professors of our Scientific Council. We will also share our work with European and international institutions and organizations. We will work with committees through regional conferences. Best practices will be identified. We will develop models based on these best practices. These models will serve as a basis for the harmonization of the profession.

In other words, we, judicial officers, have to take our destiny in our hands, not only to master, but also to shape the profession according to our will: a judicial officer of the 21st century at the service of Justice, economic stakeholders and citizens.

It is within this ambitious but very real and exciting perspective that you are celebrating your fifteenth birthday. I therefore wish you all a very happy birthday. A great future awaits us with multiple opportunities for development.

The Union is on your side from the beginning.

We were there yesterday.

We are here today.

We will be there tomorrow.

You can count on us.

Long live the profession of judicial officer in Poland.

Long live the profession of judicial officer.

Long live the International Union of Judicial officers.

